

<http://www.snetap-fsu.fr/4eme-Operation-verite-sur-l-etat.html>



4ème Opération vérité sur l'état de l'EAP - 21 avril 2011 - Château-Gontier

- Nos Actions -

Date de mise en ligne : lundi 25 avril 2011

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

« En me lançant dans ces opérations vérité, j'étais convaincu que l'on mettait en désespérance l'Enseignement Agricole Public, or au sortir de cette dernière action en Pays de Loire, je réalise que c'est en fait de sa mise en extinction dont il s'agit. »

Tel est le constat fait par l'un des parlementaires membre du Comité permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public à l'issue des échanges ayant eu lieu avec les personnels, les partenaires et les parents d'élèves du [LPA](#) de Château Gontier le jeudi 21 avril 2011.

C'est en Mayenne que s'est déroulée la quatrième et dernière des « opérations vérité » décidées par le Comité de Défense et de Développement de l'[EAP](#) (appel lancé au Sénat le 17 novembre 2010).

Situé dans un département et une petite région au caractère profondément rural, le LPA de Château-Gontier a vu ses effectifs passer de près de 250 élèves en 2002 à 190 à la rentrée 2010. Or, cette évolution, qui fragilise indéniablement l'établissement, loin de s'expliquer par une démographie en chute libre, entraînant par suite une baisse mécanique, est en réalité directement liée à des mesures budgétaires à courte vue décidées par le Ministère de l'Agriculture, la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche et la [DRAAF](#) Pays de la Loire.

Ainsi, les mesures récurrentes de plafonnement des effectifs et les rejets d'élèves inhérents, la mise en ½uvre de la réforme du bac professionnel (soit trois années de formation en moins sur le LPA) et enfin la fermeture de la classe de quatrième à la rentrée 2009 ont clairement précipité la chute des effectifs. En dix ans, le LPA sera passé de 12 à 7 classes...

Décidée contre l'avis de l'ensemble des personnels, comme des familles, contre toute vision de son utilité sociale, contre sa fonction de remédiation, bafouant la Loi d'Orientation Agricole elle-même qui a confié à l'enseignement agricole une mission d'insertion, notamment scolaire, la fermeture de la classe de quatrième du LPA de Château Gontier a acté la disparition totale de ce niveau de formation dans l'Enseignement Agricole Public des Pays de la Loire. En confiant les classes de quatrième au seul enseignement agricole privé, la DRAAF porte la responsabilité d'une mesure qui porte atteinte aux principes de laïcité dans une Région déjà marquée par une marginalisation de l'enseignement public, qui ne représente plus que 18% de l'offre de formation.

Le Comité soutient que c'est bien au Service Public d'assurer la réussite de tous les élèves, y compris les plus fragiles. C'est pourquoi, il doit être mis un terme à tous les projets de fermeture de classes en général et en particulier celles de quatrième et troisième sur tout le territoire. Le Comité apporte en ce sens son soutien aux luttes en cours en région Bretagne et Auvergne notamment.

L'Enseignement Agricole Public doit et peut apporter une contribution efficace à la lutte contre le décrochage et l'échec scolaire. Les enseignants présents ce 21 avril ont témoigné de la capacité des équipes pédagogiques de quatrième et troisième à proposer des dispositifs permettant à nombre d'élèves de renouer avec l'Ecole et de poursuivre pour certains des études longues leur permettant une réelle insertion sociale et professionnelle. Un travail et une réflexion avec les services de l'Education Nationale pourraient être utilement engagés pour mieux articuler collège et lycée agricole public.

Pour le Comité, cette question des classes de quatrième et troisième est significative du traitement infligé depuis de trop nombreuses années maintenant à l'Enseignement Agricole Public, qui conduit à son assèchement pur et simple.

4ème Opération vérité sur l'état de l'EAP - 21 avril 2011 - Château-Gontier

Cette journée, comme les trois précédentes, a montré combien l'EAP est en « souffrance ». Du déni de ses réussites au mépris avec lequel sont traités les personnels précaires, c'est tout un système éducatif qui aujourd'hui est en « état de choc ».

Face à cette politique « d'extinction programmée de l'EAP », les membres du Comité, dans leur diversité (syndicale, politique, associative), sont plus que jamais convaincus de la nécessité de travailler ensemble à un projet national alternatif ambitieux qui place au cœœur la réponse à la demande sociale, la priorité au Service Public et les défis à relever comme celui de la production d'une alimentation saine, équitable et soucieuse du respect de l'environnement.

Le Comité s'engage à donner des suites à l'« opération vérité dans l'Enseignement Agricole Public » en formulant des propositions pour l'EAP qui seront versées au débat dans le cadre des futures échéances électorales.

Laval, le 22 avril 2011

Pour le Comité Permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public

Liste des membres du Comité Permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public présents en Pays de la Loire :

- Pour la [FSU](#) 53 :

Michel Rebours co secrétaire départemental
Yves Raymond, secrétaire départemental SNUipp

- Pour le [SYAC-CGT](#) :

Thomas Vaucouleur, Secrétaire national

- Pour l'UD-[CGT](#) 53 :

Isabelle Vitry Brochard, Secrétaire de l'union départementale

- Pour le Parti Communiste :

Brigitte Gonthier-Maurin, Sénatrice des Hauts de Seine
Julie Cochin, Conseillère Régionale
Aurélien Guillot, Secrétaire Départemental53

- Pour le Parti Socialiste :

Guillaume Garot, Député-maire de Laval
Michel Ferron, Conseiller Général 53

- Pour Europe Ecologie Les Verts :

Michel Perrier, Conseiller Régional, membre du Conseil d'Administration de l'[EPLEFPA](#) de Laval

- Pour la Confédération Paysanne :

Etienne Heulin, membre du CREA (comité régional de l'enseignement agricole)
Claude Hubert, Confédération 53

- Pour la FNAF-CGT :

Yvon Lasserre, Secrétaire national

- Pour le Collectif Services Publics :

Geneviève Omnes

- Pour la [FCPE](#) :

Olivier Visse, représentant de la FCPE 53
Clotilde Deparis, représentante du Conseil Local FCPE du Lycée agricole de Laval

- Pour le SNETAP-FSU :

Serge Pagnier, Secrétaire Général adjoint
Frédéric Chassagnette, Secrétaire Général adjoint
Gérard Pigois, Membre du Bureau National, Secrétaire Régional Pays-de-la-Loire

...ainsi que des représentants des sections de Château-Gontier, Laval, Fontenay le Comte, Luçon-Pétré, La Roche sur Yon, Le Mans, Angers, Brette les Pins, St-Herblain et des sections bretonnes de Guingamp-Kernilien et Rennes-Le Rheu